



**Nous n'accepterons pas une année noire
pour la Fonction publique et les agent·es publics en 2025 !**

La FSU 74 refuse que les services publics, la Fonction publique, les agent·es publics soient sacrifiés sous le joug de contraintes budgétaires qui seraient appelées par la mise en œuvre d'une possible « économie de guerre » sur le dos des personnels et des usager·es.

Force est de constater que l'année 2025 pourrait être une année noire pour les services publics, les usager·es, les agent·es marquée par :

- une volonté gouvernementale et patronale d'augmenter toujours et encore le temps passé au travail avec le passage à 64 ans pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein. Deux ans après, la réforme est toujours aussi inacceptable : les 64 ans doivent être abrogés !
- une nouvelle dégradation de la rémunération des agent·es publics avec la poursuite du gel de la valeur du point d'indice après une année blanche en 2024, la reconduction du non-versement de la Gipa (Garantie individuelle du pouvoir d'achat) en 2025 comme en 2024, l'absence de refonte de la grille indiciaire, la persistance d'inégalités salariales entre les femmes et les hommes,
- la stigmatisation des agent·es malades avec la réduction de 10 % de la rémunération les trois premiers mois du congé maladie ordinaire,
- par l'injustice sociale liée aux baisses de crédits alloués au financement des politiques d'action sociale.

Force est aussi de constater qu'en engageant une nouvelle revue des missions publiques ou encore une loi dite de simplification, ce sont de nouvelles externalisations, privatisations et suppressions de politiques publiques et de services publics qui sont à l'ordre du jour au détriment du service rendu aux populations.

Alors que la vie en Haute-Savoie est de plus en plus chère – loyers exorbitants, coût du carburant, inflation galopante – les agents de la fonction publique subissent une dégradation constante de leur pouvoir d'achat. Ces travailleurs, qu'ils soient enseignants, soignants, agents territoriaux ou administratifs, sont indispensables au bon fonctionnement des services publics locaux, pourtant de plus en plus sous pression.

Plutôt que de stigmatiser celles et ceux qui assurent l'éducation, la santé, la sécurité et les services essentiels aux habitants de Haute-Savoie, nous demandons à nos élus de prendre leurs responsabilités.

La FSU 74 réitère que d'autres choix sont possibles, nécessaires et finançables. Nous revendiquons :

- Des services publics et une Fonction publique assurant les droits et répondant aux besoins des populations sur l'ensemble du territoire y compris en Outre-Mer,
- L'augmentation de la valeur du point d'indice et des mesures salariales générales,
- La suppression de la baisse de 10% des rémunérations pendant les congés de maladie,
- La refonte des grilles indiciaires,

- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- Le rétablissement du versement de la Gipa,
- Que les droits des agent·es publics, au titre des politiques de protection et d'action sociales, soient assurés,
- Le développement du logement accessible pour les agents publics, afin qu'ils puissent vivre et travailler dans le département.
- L'extension de l'indemnité de résidence à l'ensemble du département et non seulement à certaines villes, afin de prendre en compte la réalité économique de tous les agents publics exerçant dans ces départements où le coût de la vie est insoutenable, ainsi qu'une hausse significative de celle-ci, pour mieux compenser l'augmentation du coût de la vie et rendre les métiers de la fonction publique plus attractifs.

Le mépris et la stigmatisation ne sont pas acceptables ! La FSU 74 appelle les agents et la population à interpeller les parlementaires de Haute-Savoie et à une journée d'actions, d'information et de mobilisation des personnels, le jeudi 3 avril 2025, pour débattre et faire entendre leurs revendications